

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

7 FÉVRIER 2006

Projet de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, l'article 606 du Code d'instruction criminelle et les articles 12 et 30 du Code pénal

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 5 DU GOUVERNEMENT

Art. 2

Remplacer cet article comme suit :

« Il est inséré dans la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la place de l'article 37bis, rétabli par la loi du 7 mai 2004, qui devient l'article 38, un article 37bis nouveau rédigé comme suit :

« Art. 37bis.

§ 1^{er}. Le juge ou le tribunal peut faire une offre restauratrice de médiation et de concertation restauratrice en groupe si les conditions suivantes sont remplies :

1^o il existe des indices sérieux de culpabilité;

Voir :

Documents du Sénat :

3-1313 - 2005/2006 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2005-2006

7 FEBRUARI 2006

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, van artikel 606 van het Wetboek van strafvordering en van de artikelen 12 en 30 van het Strafwetboek

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 5 VAN DE REGERING

Art. 2

Dit artikel vervangen als volgt :

« In de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, wordt, in de plaats van artikel 37bis, hersteld bij van de wet van 7 mei 2004, dat artikel 38 wordt, een artikel 37bis (nieuw) ingevoegd, luidende :

« Art. 37bis.

§ 1. De rechter of rechtbank kan een herstelrechtelijk aanbod doen van bemiddeling en herstelgericht groepsoverleg wanneer de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1^o er bestaan ernstige aanwijzingen van schuld;

Zie :

Stukken van de Senaat :

3-1313 - 2005/2006 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

2° la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction déclare ne pas nier être concernée par le fait qualifié infraction;

3° une victime est identifiée.

Une offre restauratrice ne peut être mise en œuvre que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, et ce, tout au long de la médiation ou de la concertation restauratrice en groupe.

§ 2. La médiation permet à la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait ainsi qu'à la victime, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction.

Le juge ou le tribunal propose, par écrit, aux personnes visées au premier alinéa de participer à une médiation.

§ 3. La concertation restauratrice en groupe permet à la personne qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, à la victime, à leur entourage social, ainsi qu'à toutes personnes utiles, d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un modérateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles résultant du fait qualifié infraction.

Le juge ou le tribunal propose une concertation restauratrice en groupe à la personne qui lui est déférée et qui est présumée avoir commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait.

La ou les victimes sont informées par écrit.

§ 4. Le juge ou le tribunal informe les personnes visées au § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, qu'elles peuvent :

1° être conseillées par un avocat avant d'accepter l'offre restauratrice;

2° se faire assister d'un avocat dès le moment où l'accord auquel aboutissent les personnes visées à l'article 37bis, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, est fixé. »

2° de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, verklaart zijn betrokkenheid bij het als misdrijf omschreven feit niet te ontkennen;

3° een slachtoffer is geïdentificeerd.

Een herstelrechtelijk aanbod kan enkel worden toegepast indien de personen die eraan deelnemen er uitdrukkelijk en zonder voorbehoud mee instemmen en dit blijven doen zolang de bemiddeling of het herstelgericht groepsoverleg loopt.

§ 2. De bemiddeling heeft tot doel de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben alsook het slachtoffer, de mogelijkheid te bieden om samen en met de hulp van een onpartijdige bemiddelaar, onder meer aan de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit tegemoet te komen.

De rechter of rechtbank stelt aan de personen genoemd in het eerste lid schriftelijk voor om deel te nemen aan een bemiddeling.

§ 3. Het herstelgericht groepsoverleg strekt ertoe aan de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, aan het slachtoffer, aan hun sociale omgeving, alsook aan alle dienstige personen, de mogelijkheid te bieden om in groep en met de hulp van een neutrale moderator, in overleg uitgewerkte oplossingen te overwegen over de wijze waarop het conflict kan worden opgelost dat voortvloeit uit een als misdrijf omschreven feit, onder meer rekening houdend met de relationele en materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit.

De rechter of rechtbank stelt een herstelgericht groepsoverleg voor aan de persoon die voor hem wordt gebracht en ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd aan de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen en aan de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben.

Het slachtoffer of de slachtoffers worden schriftelijk op de hoogte gebracht.

§ 4. De rechter of de rechtbank brengt de in § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, bedoelde personen ervan op de hoogte dat zij :

1° raad kunnen inwinnen bij een advocaat alvorens in te gaan op het herstelrechtelijk aanbod;

2° zich kunnen laten bijstaan door een advocaat op het ogenblik dat het akkoord dat de in artikel 37bis, § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, bedoelde personen bereiken, wordt vastgelegd. »

Justification

L'amendement n° 5 ainsi que les amendements n°s 19 à 21 visent à rendre plus lisible l'article 37bis d'origine en le scindant en 4 articles et en décrivant de manière chronologique les procédures qui y sont reprises.

Ensuite, une série de corrections terminologiques a été apportée.

La notion « mesure restauratrice » est remplacée par les mots « offre restauratrice », pour encore mieux souligner la différence avec les mesures de protection de la jeunesse *sensu stricto*.

L'offre doit pouvoir se faire à tous les niveaux de la procédure, dans la phase tant provisoire que définitive.

La notion « personnes concernées » est remplacée par des références claires aux personnes qui sont visées *in casu*. L'énumération diffère selon qu'il s'agit d'une médiation ou d'une concertation restauratrice en groupe.

En outre, elle diffère aussi parce que davantage de personnes peuvent en général accéder au processus de communication plutôt que de les faire convoquer explicitement par le juge ou le tribunal ou d'exiger leur autorisation explicite avec l'accord atteint. Brièvement résumé, l'objectif consiste à impliquer officiellement, dans la démarche, en plus du mineur et de la victime, les personnes qui sont tenues civilement responsables.

D'autres personnes ayant un intérêt qui sont éventuellement invitées par le service compétent peuvent apporter leur contribution à la réussite du processus de communication, mais ne sont pas considérées comme « conditions *sine qua non* ».

Dans le cas de la médiation aussi, il est opportun de permettre une participation des personnes ayant un intérêt, comme c'est déjà prévu dans le cadre de la loi du 22 juin 2005 introduisant des dispositions relatives à la médiation dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale et dans le Code d'instruction criminelle. On pense entre autres aux éducateurs des établissements résidentiels ou semi-résidentiels, aux membres de la famille, etc. La seule condition est l'accord des autres personnes concernées.

L'amendement vise aussi à supprimer de l'énumération des conditions que le juge ou le tribunal doit vérifier une des conditions nécessaires pour s'engager dans une offre restauratrice.

Il ressort de la pratique qu'il est pratiquement infaisable de confier cette tâche au juge ou au tribunal, et ce surtout en tenant compte des victimes. Celles-ci ont besoin de suffisamment d'informations sur les risques et les avantages d'une médiation. Certaines victimes ont aussi besoin d'un temps de réflexion et ne sont en outre pas prêtes à se déplacer au tribunal pour donner leur accord à une médiation. Les parents aussi ne sont pas toujours présents aux audiences éventuelles au cabinet. En outre, il arrive déjà aujourd'hui que le juge de la jeunesse renvoie, après simple avis du service social, pour une médiation sans même en avoir parlé avec le jeune.

L'absence du contrôle judiciaire n'empêche pas que le juge, qui remarquerait ou saurait que les intéressés ne souhaitent pas de médiation, doive refuser de les renvoyer vers une médiation ou une concertation restauratrice en groupe. Cela découle du principe général de la libre volonté, tel qu'énoncé dans le projet. L'absence de l'automatisme offrirait en revanche l'avantage que le tribunal ou le juge ne serait plus obligé de vérifier si cette condition est remplie chez toutes les personnes à qui la médiation est proposée.

Verantwoording

Amendement nr. 5 evenals de amendementen nrs. 19 tot 21 beogen het oorspronkelijke artikel 37bis leesbaarder te maken door het op te splitsen in 4 artikelen en door de erin opgenomen procedures chronologisch te beschrijven.

Daarnaast worden een aantal terminologische verbeteringen aangebracht.

De notie « herstelgerichte maatregel » wordt vervangen door de woorden « herstelrechtelijk aanbod », om nog beter het onderscheid met de jeugdbeschermingsmaatregelen *sensu stricto* te benadrukken.

Het aanbod moet op alle niveaus van de procedure kunnen plaatsvinden, zowel in de voorlopige als in de definitieve fase.

Ook wordt de notie « betrokken personen » vervangen door duidelijke verwijzingen naar de personen die *in casu* bedoeld worden. De opsomming verschilt naargelang het gaat om een bemiddeling dan wel een herstelgericht groepsoverleg.

Bovendien verschilt ze naargelang het erom gaat van personen meer in het algemeen toe te laten tot het communicatieproces dan wel van hen er expliciet toe te laten uitnodigen door de rechter of de rechtbank of van hun expliciete instemming met het bereikte akkoord te vereisen. Kort samengevat bestaat de doelstelling erin om naast de minderjarige en het slachtoffer de personen die burgerrechtelijk gehouden zijn voor de minderjarige, officieel bij het gebeuren te betrekken.

Andere belanghebbenden die mogelijk door de bevoegde dienst worden uitgenodigd, kunnen hun bijdrage leveren tot het wel-slagen van het communicatieproces, maar worden niet als « conditiones *sine qua non* » beschouwd.

Ook in geval van bemiddeling is het aangewezen om een deelname van directe belanghebbenden toe te staan, zoals reeds is voorzien in het kader van de wet van 22 juni 2005 tot invoering van bepalingen inzake de bemiddeling in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering en in het Wetboek van strafvordering. Er wordt onder meer gedacht aan opvoeders in residentiële of semi-residentiële voorzieningen, familieleden enz. De enige voorwaarde is de instemming van de andere betrokkenen.

Vervolgens beoogt het amendement één van de voorwaarden om op een herstelrechtelijk aanbod in te gaan, te verwijderen uit de opsomming van voorwaarden die door de rechter of rechtbank moeten worden geverifieerd.

Uit de praktijk blijkt dat het praktisch onhaalbaar is om de rechter of rechtbank systematisch met deze taak te belasten, en dat vooral rekening houdend met de slachtoffers. Deze hebben nood aan voldoende informatie over de risico's en voordelen van een bemiddeling. Sommige slachtoffers hebben tevens bedenktijd nodig en zijn bovendien niet bereid om zich te verplaatsen naar de rechtbank om daar hun akkoord te geven voor een bemiddeling. Ook ouders zijn niet steeds aanwezig op de eventuele kabinetszitting. Bovendien komt het vandaag reeds voor dat de jeugdrechter na louter advies van de sociale dienst doorverwijst voor bemiddeling, zonder dat hij daarom zelf met de jongere heeft gesproken.

Het weglaten van de rechterlijke controle verhindert niet dat de rechter die zou merken of weten dat de betrokkenen geen bemiddeling wensen, moet weigeren om hen door te verwijzen voor bemiddeling of groepsoverleg. Dit volgt uit het algemeen beginsel van vrijwilligheid, zoals ook in het ontwerp vermeld. Het weglaten van het automatisme zou daarentegen als voordeel bieden dat de rechtbank of rechter niet langer zou worden verplicht om na te gaan of deze voorwaarde is vervuld bij alle personen aan

La condition doit être en effet vérifiée avec attention par le médiateur lui-même.

En cas de concertation restauratrice en groupe, le juge ou le tribunal de la jeunesse convoque personnellement les intéressés, puisque la concertation restauratrice en groupe a souvent lieu à l'occasion de faits graves.

En cas de médiation, le juge ou le tribunal de la jeunesse formule sa proposition de médiation par écrit. Le traitement concret et l'exécution sont transmis sans délai au service de médiation.

Concernant la concertation restauratrice en groupe, l'ASBL OSBJ, se basant sur la pratique, estime qu'il n'est plus nécessaire que le juge ou le tribunal fasse procéder à une enquête de faisabilité avant de décider d'une concertation restauratrice en groupe.

Informations prises auprès des services de concertation restauratrice en groupe de Louvain et de Bruxelles, du service social de Bruxelles qui est le plus impliqué dans la concertation restauratrice en groupe, aussi dans la phase préparatoire, et auprès du professeur Walgrave, il a été confirmé que le seul critère d'exclusion actuellement encore utilisé est la participation non volontaire ou la négation des faits. La « faisabilité » peut donc tout aussi bien être vérifiée par le service de médiation ou le service de concertation en groupe, ce qui en pratique arrive déjà fréquemment.

Cela n'empêche pas qu'il soit nécessaire d'avoir une étroite collaboration avec le service social. Le conseiller du service social est une des « personnes utiles » qui participe souvent à la concertation en groupe.

Les services de concertation restauratrice en groupe concluent des accords avec le service social du tribunal de la jeunesse sur la chronologie des visites domiciliaires et le feed-back des informations concernant la faisabilité de la concertation restauratrice en groupe.

En outre, le service social a presque toujours pour mission de réaliser une enquête sociale en vue de donner un avis au juge ou au tribunal. Si, lors de la préparation, il s'avérerait qu'il existe de sérieuses contre-indications à une concertation restauratrice en groupe, le service social pourrait toujours le signaler. Si en revanche le tribunal devait d'abord recevoir systématiquement un avis du service social, il pourrait y avoir un retard inutile.

Aussi sur le contenu du rapport final, l'OSBJ propose une simplification, notamment un parallélisme avec la réglementation en la matière figurant dans la loi du 22 juin 2005 introduisant des dispositions relatives à la médiation dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale et dans le Code d'instruction criminelle.

Enfin, il est stipulé que le rapport sur l'exécution de l'accord atteint sera également transmis au service social du tribunal. Comme au niveau du tribunal le service social doit en général faire une enquête sociale, il est important que ce service soit informé du résultat de l'offre restauratrice. Cette information, qui se passe pour l'instant en Flandre, augmente aussi la chance que le tribunal tienne compte des résultats de la médiation.

N° 6 DU GOUVERNEMENT

Art. 7

Supprimer, à la fin de l'alinéa proposé, les mots :
« L'indemnisation est demandée par requête signée,

wie de bemiddeling wordt voorgesteld. De voorwaarde moet door de bemiddelaar zelf uiteraard wél zorgvuldig worden nagegaan.

In geval van herstelgericht groepsoverleg roept de rechter of jeugdrechtbank de betrokkenen persoonlijk op, aangezien herstelgericht groepsoverleg vaak plaatsvindt naar aanleiding van zwaarwichtige feiten.

Ingeval van bemiddeling formuleert de rechter of jeugdrechtbank zijn voorstel voor bemiddeling schriftelijk. De concrete behandeling en uitvoering wordt onmiddellijk overgedragen aan de bemiddelingsdienst.

Inzake herstelgericht groepsoverleg acht de VZW OSBJ het op basis van de praktijk niet langer nodig dat de rechter of rechtbank laat overgaan tot een haalbaarheidsonderzoek alvorens te beslissen tot een herstelgericht groepsoverleg.

Na navraag bij de Leuvense en Brusselse dienst voor herstelgericht groepsoverleg, bij de sociale dienst van Brussel die het meest intens is betrokken bij het herstelgericht groepsoverleg, ook in de voorbereidende fase, en bij Professor Walgrave, werd bevestigd dat het enige uitsluitingscriterium dat momenteel nog wordt gehanteerd, de niet-vrijwillige deelname is of de ontkenning van de feiten. Hieruit volgt dat de « haalbaarheid » net zo goed kan worden nagegaan door de bemiddelingsdienst of dienst groepsoverleg, wat in de praktijk reeds vaak gebeurt.

Dit neemt niet weg dat het aangewezen is dat er nauw wordt samengewerkt met de sociale dienst. De consulent van de sociale dienst is één van de « dienstige personen » die vaak deelneemt aan het groepsoverleg.

De diensten voor herstelgericht groepsoverleg maken afspraken met de sociale dienst van de jeugdrechtbank over de chronologie van de huisbezoeken en de terugkoppeling van de informatie betreffende de haalbaarheid van het herstelgericht groepsoverleg.

Daarenboven heeft de sociale dienst bijna steeds ook een opdracht tot maatschappelijke enquête om de rechter of rechtbank advies te verlenen. Indien tijdens de voorbereiding zou blijken dat er ernstige tegenindicaties zijn om een herstelgericht groepsoverleg te laten doorgaan, dan kan de sociale dienst dit aldus steeds signaleren. Indien de rechtbank daarentegen systematisch eerst advies zou moeten inwinnen van de sociale dienst, kan ditodeloze vertraging opleveren.

Ook aangaande de inhoud van het eindverslag stelt OSBJ een vereenvoudiging voor, met name een parallelisme met de regeling ter zake in de wet van 22 juni 2005 tot invoering van bepalingen inzake de bemiddeling in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering en in het Wetboek van strafvordering.

Ten slotte wordt bepaald dat het verslag over de uitvoering van het bereikte akkoord eveneens zal toekomen aan de sociale dienst van de rechtbank. Aangezien op rechtbankniveau de sociale dienst meestal een maatschappelijk onderzoek moet verrichten, is het belangrijk dat deze dienst geïnformeerd wordt over het resultaat van het herstelrechtelijk aanbod. Deze informatie, die momenteel reeds plaatsvindt in Vlaanderen, vergroot tevens de kans dat de rechtbank rekening houdt met de resultaten van de bemiddeling.

Nr. 6 VAN DE REGERING

Art. 7

In fine van het voorgestelde lid, de woorden « De schadevergoeding wordt gevraagd bij ondertekend

déposée au greffe du tribunal de la jeunesse. La copie du procès-verbal visé à l'article 45*quater*, § 3, est jointe à la requête.»

Justification

Cet amendement vise à maintenir la compétence en matière de requêtes en indemnisation au tribunal civil et à la justice de paix, pour que le tribunal de la jeunesse soit moins chargé et qu'une unité de jurisprudence en matière quasi-délictuelle soit maintenue.

La ministre de la Justice,

Laurette ONKELINX.

N° 7 DE M. HUGO VANDENBERGHE ET CONSORTS

Art. 16

Dans cet article, insérer les mots «et au Sénat» après les mots «à la Chambre des représentants».

N° 8 DE M. HUGO VANDENBERGHE

Art. 12bis (nouveau)

Insérer, dans le chapitre III, un article 12bis nouveau, libellé comme suit :

« Art. 12bis. — À l'article 594, dernier alinéa, du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 8 août 1997, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. »

Justification

Le projet de loi n° 3-1312 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse remplace l'intitulé de cette loi. Il s'impose dès lors d'adapter toutes les références existantes à l'intitulé de la loi du 8 avril 1965.

verzoekschrift dat ingediend wordt op de griffie van de jeugdrechtbank. Het afschrift van het in artikel 45*quater*, § 3, bedoelde proces-verbaal, wordt bij het verzoekschrift gevoegd.» **doen vervallen.**

Verantwoording

Dit amendement is erop gericht de bevoegdheid voor de behandeling van vorderingen tot schadevergoeding te behouden bij de burgerlijke rechtbank en het vredegerecht, met het oog op een minder zware belasting van de jeugdrechtbank en op een behoud van de eenheid van rechtspraak inzake onrechtmatige daad.

De minister van Justitie,

Nr. 7 VAN DE HEER HUGO VANDENBERGHE C.S.

Art. 16

In dit artikel na de woorden «aan de Kamer van volksvertegenwoordigers» de woorden «en de Senaat» invoegen.

Hugo VANDENBERGHE.
Philippe MAHOX.
Fauzaya TALHAOU.
Nathalie de T' SERCLAES.
Luc WILLEMS.
Clotilde NYSENS.

Nr. 8 VAN DE HEER HUGO VANDENBERGHE

Art. 12bis (nieuw)

In Hoofdstuk III, een nieuw artikel 12bis invoegen, luidende :

« Art. 12bis. — In artikel 594, laatste lid, van het Wetboek van strafvordering, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1997, worden de woorden «de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming» vervangen door de woorden «de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ».

Verantwoording

Het wetsontwerp nr. 3-1312 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming vervangt het opschrift van deze wet. Als gevolg hiervan moeten alle bestaande verwijzingen waarin het opschrift van de wet van 8 april 1965 wordt vermeld, worden aangepast.

N° 9 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 12ter (nouveau)

Insérer un article 12ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 12ter. — À l'article 595, alinéa 1^{er}, 3^o, du même Code, modifié par la loi du 8 août 1997, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. »

Justification

Le projet de loi n° 3-1312 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse remplace l'intitulé de cette loi. Il s'impose dès lors d'adapter toutes les références existantes à l'intitulé de la loi du 8 avril 1965.

N° 10 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15bis (nouveau)

Insérer un article 15bis(nouveau), libellé comme suit :

« Art. 15bis. — À l'article 391bis, alinéa 5, du même Code, inséré par la loi du 10 août 2005, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. »

Justification

Le projet de loi n° 3-1312 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse remplace l'intitulé de cette loi. Il s'impose dès lors d'adapter toutes les références existantes à l'intitulé de la loi du 8 avril 1965.

N° 11 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15ter (nouveau)

Insérer un article 15ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 15ter. — À l'article 433bis, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 10 août 2005, les mots « aux

Nr. 9 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 12ter (nieuw)

Een nieuw artikel 12ter invoegen, luidende :

« Art. 12ter. — In artikel 595, eerste lid, 3^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1997, worden de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ». »

Verantwoording

Het wetsontwerp nr. 3-1312 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming vervangt het opschrift van deze wet. Als gevolg hiervan moeten alle bestaande verwijzingen waarin het opschrift van de wet van 8 april 1965 wordt vermeld, worden aangepast.

Nr. 10 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15bis (nieuw)

Een nieuw artikel 15bis invoegen, luidende :

« Art. 15bis. — In artikel 391bis, vijfde lid van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2005, worden de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ». »

Verantwoording

Het wetsontwerp nr. 3-1312 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming vervangt het opschrift van deze wet. Als gevolg hiervan moeten alle bestaande verwijzingen waarin het opschrift van de wet van 8 april 1965 wordt vermeld, worden aangepast.

Nr. 11 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15ter (nieuw)

Een nieuw artikel 15ter invoegen, luidende :

« Art. 15ter. — In artikel 433bis, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 au-

articles 37, 38, 39, 43, 49, 52 et 52quater» sont remplacés par les mots , «aux articles 37, 39, 43, 49, 52, 52quater et 57bis» et les mots «à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait» sont insérés après les mots «la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.»

Justification

Le projet de loi n° 3-1312 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse remplace l'intitulé de cette loi. Il s'impose dès lors d'adapter toutes les références existantes à l'intitulé de la loi du 8 avril 1965.

Le projet abroge l'article 38. Le dessaisissement, qui était jusqu'ici réglé par cet article le sera désormais par le nouvel article 57bis.

N° 12 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15quater (nouveau)

Insérer un chapitre IVbis (nouveau), comprenant l'article 15quater, libellé comme suit :

« Chapitre IVbis. — Disposition modifiant le Code civil

Art. 15quater. — À l'article 397, 2°, du Code civil, modifié par la loi du 29 avril 2001, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. »

Justification

Le projet de loi n° 3-1312 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse remplace l'intitulé de cette loi. Il s'impose dès lors d'adapter toutes les références existantes à l'intitulé de la loi du 8 avril 1965.

N° 13 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15quinquies (nouveau)

Insérer un chapitre IVter (nouveau), comprenant l'article 15quinquies, rédigé comme suit :

« Chapitre IVter. — Dispositions modifiant la nouvelle loi communale

gustus 2005 worden de woorden « de artikelen 37, 38, 39, 43, 49, 52 en 52quater van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de artikelen 37, 39, 43, 49, 52, 52quater en 57bis van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minder-jarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ». »

Verantwoording

Het wetsontwerp nr. 3-1312 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming vervangt het opschrift van deze wet. Als gevolg hiervan moeten alle bestaande verwijzingen waarin het opschrift van de wet van 8 april 1965 wordt vermeld, worden aangepast.

Het wetsontwerp heft artikel 38 op. De uithandengeving, die erin geregeld werd, wordt voortaan geregeld door het nieuwe artikel 57bis.

Nr. 12 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15quater (nieuw)

Een nieuw hoofdstuk IVbis bestaande uit artikel 15quater invoegen, luidende :

« Hoofdstuk IVbis. — Bepaling tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek

Art. 15quater. — In artikel 397, 2°, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd door de wet van 29 april 2001, worden de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minder-jarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ». »

Verantwoording

Het wetsontwerp nr. 3-1312 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming vervangt het opschrift van deze wet. Als gevolg hiervan moeten alle bestaande verwijzingen waarin het opschrift van de wet van 8 april 1965 wordt vermeld, worden aangepast.

Nr. 13 VANDE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15quinquies (nieuw)

Een nieuw hoofdstuk IVter bestaande uit artikel 15quinquies invoegen, luidende :

« Hoofdstuk IVter. — Bepalingen tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet

Art. 15quinquies. — À l'article 119bis de la nouvelle loi communale, inséré par la loi du 13 mai 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 28 juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o) Au § 12, alinéa 5, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ».

2^o) Au § 12, alinéa 7, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ».

3^o) Au § 12, alinéa 8, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ».

Justification

Le projet de loi n° 3-1312 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse remplace l'intitulé de cette loi. Il s'impose dès lors d'adapter toutes les références existantes à l'intitulé de la loi du 8 avril 1965.

N° 14 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15sexies (nouveau)

Insérer un chapitre IV^{quater} (nouveau), comprenant l'article 15sexies, rédigé comme suit :

« Chapitre IV^{quater}. — Dispositions modifiant la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption »

Art. 15sexies. — À l'article 15 de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, les mots « , à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont insérés après les mots « la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ».

Art. 15quinquies. — In artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999 en laatst gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o) In § 12, vijfde lid, worden de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ».

2^o) In § 12, zevende lid, worden de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ».

3^o) In § 12, achtste lid, worden de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ».

Verantwoording

Het wetsontwerp nr. 3-1312 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming vervangt het opschrift van deze wet. Als gevolg hiervan moeten alle bestaande verwijzingen waarin het opschrift van de wet van 8 april 1965 wordt vermeld, worden aangepast.

Nr. 14 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 15sexies (nieuw)

Een nieuw hoofdstuk IV^{quater} bestaande een artikel 15sexies, invoegen, luidende :

« Hoofdstuk IV^{quater}. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie »

Art. 15sexies. — In artikel 15 van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie worden de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ».

Justification

Le projet de loi n° 3-1312 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse remplace l'intitulé de cette loi. Il s'impose dès lors d'adapter toutes les références existantes à l'intitulé de la loi du 8 avril 1965.

N° 15 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Intitulé

Modifier l'intitulé comme suit :

« Projet de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, le Code d'instruction criminelle, le Code pénal, le Code civil, la nouvelle loi communale et la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption. »

Justification

Voir les amendements précédents.

Verantwoording

Het wetsontwerp nr. 3-1312 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming vervangt het opschrift van deze wet. Als gevolg hiervan moeten alle bestaande verwijzingen waarin het opschrift van de wet van 8 april 1965 wordt vermeld, worden aangepast.

Nr. 15 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Opschrift

Het opschrift wijzigen als volgt :

« Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het Wetboek van strafvordering, het Strafwetboek, het Burgerlijk Wetboek, de Nieuwe Gemeentewet en de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie ».

Verantwoording

Zie voorgaande amendementen.

Hugo VANDENBERGHE.